



**ACCORD-CADRE POUR LA FOURNITURE DE GAZ ET DE SERVICES
ASSOCIÉS
CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

- **Chambre de Commerce et d'Industrie Région Pays de la Loire (CCIR)**
Établissement public administratif
Maison de l'Entrepreneuriat et des Transitions
1 rue Françoise Sagan - CS 60186
44802 SAINT-HERBLAIN Cedex
<http://www.paysdelaloire.cci.fr>
SIRET 184 401 289 00022 – TVA N° FR 75 184 401 289

OBJET DE L'ACCORD-CADRE :

**FOURNITURE ET ACHEMINEMENT DE GAZ
DU 1ER DECEMBRE 2025 AU 31 DECEMBRE 2029**

N° marché : 2025 CAPN 1080

SOMMAIRE

1.	Dispositions générales du contrat.....	3
1.1	- Objet du contrat.....	4
1.2	- Mode de dévolution et forme de l'accord-cadre	4
1.3	- Conditions d'attribution des bons de commande	5
1.4	- Forme des notifications et informations au titulaire	5
2.	Pièces contractuelles de l'accord-cadre.....	6
3.	Durée et délais d'exécution	6
4.	Prix.....	6
4.1	- Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
4.2	- Certificats d'économie d'énergie (CEE).....	7
4.3	- Facturation des coûts de distribution et de transport.....	7
4.4	- Garantie d'origine (énergie verte)	7
4.5	- Evolution de périmètre	Erreur ! Signet non défini.
5.	Services associés à la fourniture de gaz	7
5.1	- Présentation et contenu du bordereau	7
5.2	- Présentation et contenu des informations propres à chaque compteur	8
5.3	- Aide à la gestion	9
5.4	- Relation clientèle et commerciale de proximité.....	10
5.5	- Relation avec les gestionnaires de réseaux	10
6.	Assurances.....	11
7.	Résiliation du contrat.....	11
7.1	- Conditions de résiliation de l'accord-cadre	11
7.2	- Redressement ou liquidation judiciaire	11
8.	Règlement des litiges et langues.....	11
9.	Obligations de confidentialité	12
9.1	- Obligation de confidentialité.....	12
9.2	- Protection des données à caractère personnel	12
9.3	- Sécurité des flux réseaux	14
10.	Dérogations au CCAG-FCS.....	14

PRÉAMBULE

Conformément au 8^e de l'article L711-8 du Code de Commerce, la Chambre de Commerce et d'Industrie Pays de la Loire dénommée par la suite «le POUVOIR ADJUDICATEUR» assure une fonction de centrale d'achats, au sens de l'article L.2113-2 du Code de la Commande publique, pour les CCI des Pays de la Loire et leurs entités partenaires dont la liste est présentée ci-après, étant précisé que chacune d'entre elles émettra les bons de commande pour les sites qui la concernent et devra suivre l'exécution de la prestation au sein de son (ou ses) établissement(s).

- Chambre de commerce et d'industrie Vendée (CCI 85),
- Chambre de commerce et d'industrie du Mans et de la Sarthe (CCI 72),
- Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes Saint Nazaire (CCI 44),
- Chambre de Commerce et d'Industrie Maine et Loire (CCI 49),
- Chambre de commerce et d'industrie de la Mayenne (CCI 53),
- Et d'autres structures en qualité d'entité partenaire des CCI.

Le présent marché concerne la fourniture et l'acheminement de gaz de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Pays de La Loire.

Les estimations de volumétries sont données à titre indicatif et ne sont donc pas contractuelles. Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que les consommations transmises dans le cadre de ce marché représentent une estimation et sont communiquées à titre informatif.

Les consommations sont susceptibles d'évoluer en cours de marché, notamment au regard des actions de transition et de sobriété énergétique mises en œuvre par les entités du présent accord cadre.

Ces actions s'inscrivent dans la dynamique de diminution de la consommation ainsi que dans le cadre du Dispositif Eco Energie Tertiaire (dit « Décret Tertiaire »), entré en vigueur au 1er octobre 2019 (Art. 175 de la loi Elan du 23 novembre 2018), dont l'objectif vise à réduire les consommations énergétiques des bâtiments tertiaires de :

- 40% d'ici 2030
- 50% d'ici 2040
- 60% d'ici 2050

Afin d'atteindre ces objectifs, les entités pourront :

- Réaliser des travaux d'amélioration de la performance énergétique dans les bâtiments.
- Développer les usages de l'énergie renouvelable dans certains PDL.

Aussi, les candidats sont informés que les objectifs ci-dessus entraîneront au cours du marché une diminution des volumes de consommations et le développement d'équipements de production d'énergie concernant l'ensemble des points de livraison, sur l'ensemble des lots.

1. Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

L'objet de cet accord cadre est : Fourniture de gaz et prestation de services associés.

Fourniture et acheminement de gaz alimentant les points de livraison référencés au bordereau de prix unitaires ainsi que les éventuels branchements provisoires pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2029.

Pour ce faire, **nous vous autorisons à collecter des données auprès des distributeurs pour ce marché.**

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Dans l'éventualité d'un ajout ou de retrait de site d'autres bons de commande pourront le cas échéant être émis pendant la durée de l'accord-cadre.

Le présent C.C.P précise les prestations attendues et les conditions d'exécution de ces prestations.

L'accord-cadre s'exécute conformément à l'article R.2162-1 et suivants du code de la commande publique.

Caractéristiques des prestations :

Les spécifications des prestations attendues au titre du présent accord-cadre portent sur :

- ✓ La fourniture de gaz pour l'ensemble des points de livraison inclus au BPU ;
- ✓ La distribution de gaz dans le cadre des Contrats Uniques ;
- ✓ Le cas échéant, la fourniture d'énergie « verte » avec garantie d'origine de production à partir de source d'origine renouvelable ;
- ✓ La prestation de Responsable d'Équilibre ;
- ✓ La mise à disposition d'un outil permettant le suivi des consommations et de la facturation des sites via une interface Web.

1.2 – Mode de dévolution et forme de l'accord-cadre

La procédure retenue est la procédure négociée suivant les dispositions de l'article R.2124-3 du CCP.

Le présent marché est un accord-cadre avec marchés subséquents suivants les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 du CCP.

Chaque lot donnera lieu à la passation de marchés subséquents conclus, à la survenance du besoin, par le Pouvoir Adjudicateur selon la procédure définie par le présent règlement de consultation.

Les parties ne peuvent apporter de modifications aux termes fixés dans l'accord-cadre lors de la passation des marchés subséquents.

L'accord-cadre est conclu avec un maximum de 6 millions d'euros TTC.

1.3 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

La mise en concurrence relative à la passation du marché subséquent est organisée à la survenance du besoin, via la plateforme PLACE.

Les Titulaires de l'accord cadre ne peuvent prétendre à aucune indemnité d'attente avant le lancement de la procédure de mise en concurrence des marchés subséquents correspondants ou en l'absence de survenance du besoin.

La conclusion du marché subséquent intervient pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents entrent en vigueur à la date de leur notification au Titulaire. La durée de ces marchés subséquents ainsi que la date de début de fourniture de gaz seront indiquées dans l'invitation à remettre une offre envoyée aux Titulaires.

Cette date de début de fourniture de gaz détermine le début d'exécution de l'obligation de fourniture et d'acheminement de gaz. Le décalage entre la date de notification du marché subséquent et la date de début de fourniture prend notamment en compte les démarches accomplies auprès du GRD (Procédure de changement de fournisseur), dans le cadre des opérations préalables à l'exécution des prestations.

Pour chaque marché subséquent, les dates et durée définitives sont transmises aux titulaires au stade du lancement des marchés subséquents.

Les critères de sélection des marchés subséquents sont ceux évoqués dans le RC avec une négociation possible.

Les prestations de fourniture de gaz prennent fin, soit totalement, à l'expiration du marché subséquent, soit partiellement, en cas de détachement d'un Point de Livraison.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande, tels que définis ci-dessus, sont les suivantes :

- ✓ Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- ✓ La date et le numéro du marché ;
- ✓ La date et le numéro du MS ;
- ✓ La nature et la description des prestations à réaliser ;
- ✓ Les délais de livraison (date de début et de fin) si nécessaire ;
- ✓ Le(s) lieu(x) de livraison des prestations.

Conditions d'entrée en vigueur du présent accord cadre : 1^{er} janvier 2026

1.4 Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, l'acheteur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- ✓ Echanges dématérialisés dans les conditions suivantes : messagerie électronique avec accusés de réception et de lecture, via PLACE.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire mentionné sur PLACE.

2. Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- ✓ L'acte d'engagement (A.E.) ;
- ✓ Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ;
- ✓ Le bordereau de prix unitaires comprenant la liste des points de livraison ;
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives générales de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 - publié au JO du 1er avril 2021), dans sa version en vigueur à la signature du présent accord-cadre.
- ✓ L'offre technique du titulaire (les notes méthodologiques).

3. Durée et délais d'exécution

L'accord-cadre pourra prendre fin à chaque fin de marché subséquent avec une date de fin maximum au 31 décembre 2029.

4. Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Dans le cadre du présent accord-cadre, le fournisseur remettra une offre tarifaire répondant aux conditions posées, via le Bordereau de Prix Unitaires (B.P.U).

Les prix ne pourront en aucun cas être subordonnés à un engagement de consommation minimale ou maximale sur une quelconque période.

Conformément au B.P.U., le fournisseur devra proposer a minima:

- une offre en click
- prix abonnement
- à défaut une offre à prix fixe

Dans le cas d'une offre avec fixation de la part marché en clic :

Le nombre minimum de clics demandés par année de fourniture est de 2 et le maximum est de 6. Le fournisseur devra décrire l'outil et/ou la démarche mise à disposition de la CCIR pour acter les clics marché.

Les prix, hors T.V.A., sont réputés contenir toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, à la charge du fournisseur, frappant obligatoirement l'exécution des prestations ainsi que toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant les frais, charges, déplacements.

Le MWh comprend notamment les coûts :

- ✓ De l'énergie ;
- ✓ D'ajustement ;
- ✓ De passage frontière ;
- ✓ La fonction de Responsable d'Equilibre ;
- ✓ Les charges ou redevances actuelles supportées par le titulaire en particulier en tant que fournisseur et responsable d'équilibre sur le territoire français ;
- ✓ La rémunération de l'ensemble des prestations prévues au CCP du présent marché.

Ce prix ne comprend pas les coûts de transport et de distribution dus aux gestionnaires de réseau sur le territoire français, ainsi que les taxes et les frais de soutirage physique GRT-GRD.

Les CEE font par ailleurs l'objet d'un article spécifique dans le présent document.

4.2 – Certificats d'économie d'énergie (CEE)

Le Titulaire devra indiquer dans le Bordereau de Prix Unitaires **le coût d'achat des éventuels certificats d'économie d'énergie** qui seront appliqués.

En cas d'évolution législatives et/ou réglementaires postérieure à la remise des offres, le candidat sera autorisé à actualiser le prix des CEE.

4.3 - Facturation des coûts de distribution et de transport

Dans le cas de sites alimentés par le biais d'un Contrat Unique, le Titulaire s'engage conformément aux modalités du présent document à refacturer les coûts liés à l'utilisation des réseaux de distribution sans marge.

Les prix « réglementés » tels que les différentes composantes de l'acheminement, suivent les évolutions tarifaires réglementaires, refacturés à l'euro, l'euro, sans avance ou provision.

Dans le cas où un de ces prix réglementé ne serait pas publié dans les temps, les prix de la période précédente seraient appliqués jusqu'à la publication officielle de ceux-ci par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE).

4.4- Garantie d'origine (énergie verte)

Le fournisseur proposera la possibilité de souscrire à des garanties d'origine en option lors des marchés subséquents.

Le fournisseur devra fournir une grille de prix en €/MWh en fonction du type de garantie d'origine proposé. A la notification du marché, la CCIR choisira si elle souhaite mettre en place ou non des garanties d'origine, ainsi que le pourcentage.

5. Services associés à la fourniture de gaz

La CCIR exige les services listés ci-après pour l'ensemble de ses points de livraison. Ces services feront partie du prix « fourniture ».

5.1. Présentation et contenu du bordereau

Le fournisseur devra utiliser les données de facturation présente dans le fichier Excel BPU.

Cette pièce comptable permettant le règlement en une seule fois, selon la périodicité retenue pour la facturation, des montants afférents à un regroupement de points de livraison comportera :

- ✓ Les informations d'identification du client
- ✓ Le N° de bordereau
- ✓ Le nom, le RAE de chaque facture mono- points de livraison qu'il regroupe
- ✓ les montants en € HTT, ou HTVA et en € TTC de chaque PDL qu'il regroupe, détaillant les parts propres aux termes fixes, aux quantités, aux autres composantes (TURPE, frais de soutirage, coût lié au mécanisme de capacité,...)
- ✓ les quantités en MWh ou kWh de chaque PDL qu'il regroupe

- ✓ La quantité globale (en MWh ou KWh) des factures mono-PDL
- ✓ Le montant total des taxes, contributions correspondantes
- ✓ Les parts de TVA à 5,5 % et 20 % correspondants
- ✓ Le montant total des factures mono-PDL qu'il regroupe en € HTT, ou HTVA et en € TTC

5.2. Présentation et contenu des informations propres à chaque compteur

Adossé au bordereau, il convient d'annexer les indications propres à chaque point de livraison, et notamment :

Informations d'identification comptable Fournisseur :

- ✓ Nom du fournisseur – N° Siret, et adresse du créancier,
- ✓ Le numéro de son compte bancaire ou postal,
- ✓ N° de facture,
- ✓ Date de la facture,
- ✓ Mois de facturation,
- ✓ Date d'exigibilité.

Identification contacts :

- ✓ Les coordonnées de l'interlocuteur pour la relation clientèle,
- ✓ Le numéro de téléphone de dépannage gaz pour toute demande de dépannage et d'intervention d'urgence.

Informations d'identification client :

- ✓ Le nom et l'adresse du Pouvoir adjudicateur destinataire de la facture,
- ✓ Le N° de marché subséquent de pouvoir adjudicateur
- ✓ Le cas échéant un code de regroupement des factures.

Données d'identification technique du PCE

- ✓ N° PCE,
- ✓ Nom et adresse du site de consommations,
- ✓ L'option tarifaire,
- ✓ N° matricule ou numéro de série du compteur,
- ✓ Index relevé et index précédent ou index estimé.

Données de consommations / facturation

- ✓ Période de consommation,
- ✓ Quantité consommée en m3 et en kWh sur la période de facturation,
- ✓ Total HT issu de la fourniture en gaz, (hors acheminement),
- ✓ Total HT du coût d'utilisation du réseau de distribution de gaz,
- ✓ Total HT des frais de soutirage, ...
- ✓ Total HT des éventuelles prestations techniques (selon catalogue des prestations GRDF),
- ✓ Total HTT (hors toutes taxes).

Composantes particulières, le cas échéant

- ✓ Applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- ✓ Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- ✓ Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Frais, taxes et contributions HT

- ✓ TICGN (Taxe Intérieure sur la Consommation de Gaz Naturel) en € HT,
- ✓ Contribution tarifaire d'acheminement en € HT,
- ✓ Total taxes et contributions de gaz en € HT.

TVA

- ✓ TVA au taux 5,5 %
- ✓ TVA au taux 20 %

TOTAL en € TTC (toutes taxes comprises)

Le règlement sera réalisé par prélèvement mensuel déclenché sur la base de ce qui est indiqué sur la facture.

Pour la CCI Région Pays de la Loire, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 30 jours suivant la réception de la facture.

Pour la CCI Nantes St-Nazaire, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 25 jours maximum fin de mois date de la réception de la facturation, paiement le 15 ou le 25 de chaque mois.

Pour la CCI Maine et Loire, le règlement s'effectuera par virement bancaire 30 jours à compter de la réception de la facture.

Pour la CCI Mayenne, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 25 jours fin de mois.

Pour la CCI Sarthe, le règlement s'effectuera par virement bancaire 30 jours fin de mois date de facturation.

Pour la CCI Vendée, le règlement s'effectuera par virement bancaire le 30 du mois suivant la date de facture.

Pour la MASN, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 25 jours fin de mois date de facturation.

Pour IA GIPAFOC, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 30 jours fin de mois.

Toute facture ou bordereau dont il ne sera pas possible d'effectuer un recollement simple pour vérifier son contenu, sera retournée au titulaire pour rectification sans préjudice du retard de règlement induit.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de porter réclamation sur les quantités facturées ne correspondant pas aux relevés ou télérelevés.

5.3 - Aide à la gestion

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de mettre à la disposition de la CCIR et les entités les outils d'aide à la gestion suivants :

Compte via un accès Internet :

Mise en place d'un compte par accès Internet dédié et sécurisé au pouvoir adjudicateur, afin d'accéder aux informations relatives aux données :

- ✓ Contrats, factures, etc...
- ✓ Historique des consommations en kWh,
- ✓ Alertes paramétrables en cas de dérive de consommations.

En complément de cet espace client, le fournisseur pourra proposer un service de transmission automatique des données de consommation et de facturation :

Le fournisseur pourra proposer l'une des deux solutions suivantes :

- ✓ Solution préférentielle : Un service API (ou EDI) mettant à disposition en automatique l'ensemble des données des factures dans un langage informatisé.
- ✓ Solution alternative : L'envoi mensuel par mail ou dépôt sur serveur ftp d'un tableur reprenant l'ensemble des données des factures pour l'ensemble des PRM (une ligne par PRM, une colonne par donnée de facture) : fournir un fichier type

Dans tous les cas, le fournisseur fournira les éléments permettant de juger des possibilités offertes par ces services : documentation technique / captures d'écran.

5.4 - Relation clientèle et commerciale de proximité

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu d'assurer une relation client permanente. A ce titre, il aura décrit dans son offre la relation clientèle assurée par des interlocuteurs identifiés.

Des interlocuteurs dédiés, pour toutes questions techniques et réglementaires, avec récapitulatif des coordonnées pour chacun :

- ✓ Nom,
- ✓ Adresse,
- ✓ Numéro de téléphone – ligne directe,
- ✓ Courriel (ou mël)
- ✓ Plage horaire de disponibilité,
- ✓ Coordonnées d'interlocuteurs en cas d'absence.

Un interlocuteur unique devra être désigné par le titulaire pour assurer sa représentation commerciale. Il devra être salarié de la société titulaire et être joignable aux heures ouvrables. La société devra procéder à son remplacement en cas de congé.

5.5 - Relation avec les gestionnaires de réseaux

Le titulaire de l'accord-cadre, étant également signataire d'un contrat GRD-Fournisseur, s'engage à être l'intermédiaire auprès du gestionnaire de réseaux de manière à faciliter toute démarche technique et à assurer les prestations suivantes :

- ✓ Demande de modification de comptage
- ✓ Modification de puissance ou de Formule Tarifaire d'Acheminement
- ✓ Modification du rythme de relève
- ✓ Transmission des demandes de nouveaux branchements permanents et temporaires
- ✓ Traitement des litiges relatifs aux engagements qualitatifs
- ✓ Traitement des litiges relatifs aux index (relève, transmission ...)

Pour une mise en service :

Le titulaire de l'accord-cadre transmet la demande de mise en service au gestionnaire du réseau de distribution et confirme la disponibilité de la fourniture dans un délai de 48H à compter de la réception de la demande formulée par le pouvoir adjudicateur.

En conclusion, le fournisseur sera l'interface entre la CCIR et le distributeur de gaz pour toutes les éventuelles demandes de prestations complémentaires relatives au compteur ou aux branchements.

6. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

7. Résiliation du contrat

7.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les dispositions du CCAG-FCS sont seules applicables étant précisé que dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 42 du CCAG FCS et par dérogation à cet article, aucune indemnité de résiliation ne sera versée au titulaire.

7.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

8. Règlement des litiges et langues

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique et à l'article 46 du CCAG FCS, selon la nature du contrat en cause.

En cas d'échec de règlement du litige : Les litiges relatifs à l'exécution du présent accord-cadre seront soumis à la compétence du juge judiciaire.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

9. Obligations de confidentialité

9.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord-cadre.

9.2 Protection des données à caractère personnel

Par dérogation à l'article 5.2.3 du CCAG FCS, il sera fait application des dispositions ci-dessous :

- I. Définitions

Contrat(s) : il s'agit des documents, conventions et annexes, signés par la CCI et le Titulaire dans le but d'assurer la bonne exécution du présent Marché.

Données à caractère personnel : il s'agit de toutes les informations relatives à une personne physique identifiée ou identifiable (« Personne concernée ») au sens du RGPD. Une personne physique identifiable peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant comme un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques à l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

Lois sur la protection des données : il s'agit du Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 (RGPD) et de toutes les lois et réglementations applicables à la protection des Données à caractère personnel dans les Etats membres.

Marché : il s'agit de Contrat(s) de la commande publique conclu(s) à titre onéreux par la CCI, pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, avec un ou plusieurs opérateurs économiques.

Personne concernée : il s'agit de la personne physique identifiée ou identifiable sur laquelle portent les Données à caractère personnel.

Point de contact : il s'agit d'une personne physique à laquelle il est possible de se référer afin d'obtenir des informations.

Responsable de traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de la personne physique ou morale, de l'autorité publique, de l'agence ou de tout autre organisme déterminant, seul ou conjointement avec d'autres entités, les finalités et moyens du Traitement des Données à caractère personnel.

Tiers autorisé : il s'agit d'un organisme qui peut accéder aux Données à caractère personnel parce qu'une loi ou le Responsable de traitement l'y autorise expressément.

Tiers non-autorisé : il s'agit de tout autre tiers n'étant pas habilité par une loi ou le Responsable de traitement à accéder aux Données à caractère personnel.

Titulaire : il s'agit de l'opérateur économique, personne physique ou morale, qui conclut le Marché avec la CCI.

Traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de toute opération ou tout ensemble d'opérations réalisé(e) sur les Données à caractère personnel ou sur des ensembles de Données à caractère personnel comme la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, le stockage, l'adaptation ou la modification, la récupération, la consultation, l'utilisation, la divulgation par transmission, la dissémination ou la mise à disposition, l'alignement ou la combinaison, la restriction, l'effacement ou la destruction. Ce Traitement n'est pas nécessairement informatisé et peut être réalisé par le biais de fichiers papier.

Violation de Données à caractère personnel : il s'agit, au sens du RGPD, d'une violation de la sécurité suspectée ou réelle entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de Données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

- II. Obligations du Titulaire

Le Titulaire a conclu avec la CCI (« CCI ») le marché cité ci-dessus (« Marché »).

A ce titre, le Titulaire s'engage notamment à respecter le RGPD en application depuis le 25 mai 2018, ainsi que le droit interne tel que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

En particulier, le Titulaire s'engage à :

- Ne pas utiliser les Données à caractère personnel auxquelles il a accès à d'autres fins que celles spécifiées au présent Contrat ;
- Ne pas divulguer les Données à caractère personnel à des Tiers non-autorisés ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des Données à caractère personnel ;
- Prendre toutes précautions conformes aux usages pour préserver la sécurité matérielle des Données à caractère personnel ;
- Le cas échéant, s'assurer que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer les Données à caractère personnel ;
- En fin de Marché, restituer intégralement les fichiers manuels ou informatisés stockant les Données à caractère personnel selon les modalités prévues au présent Marché ou procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant ces données.

III. Contact

Pour exercer vos droits dans le cadre de l'exécution du présent Marché, vous pouvez former une réclamation auprès de l'Acheteur en charge du Marché, tel qu'identifié sur la plateforme appel d'offre de la CCI, en précisant l'objet de votre mail : "RGPD – REFERENCE DU MARCHE - EXERCICE DES DROITS", qui se mettra en relation avec le délégué à la protection des données personnelles

(« DPO ») de la CCI. Le Titulaire devra s'assurer de la réception de sa demande par le Point de contact par tous moyens.

Dans l'éventualité où aucune réponse ne serait formulée par votre Point de contact vous devez contacter le DPO à l'adresse postale suivante : CCI Région Pays de la Loire - DPO - 16 quai Ernest Renaud- CS 90517 - 44105 Nantes Cedex 4 en précisant les références de votre Marché.

IV. Violation des Données à caractère personnel ou des Lois sur la protection des données

1. Le Titulaire informera son Point de contact de la CCI, sans retard injustifié, de tout non-respect présumé des Lois sur la protection des données ou des clauses contractuelles applicables, ou en cas d'interruption grave des opérations ou de toute autre irrégularité dans le Traitement des Données à caractère personnel. Le Titulaire enquêtera rapidement sur tout non-respect et le rectifiera dans les plus brefs délais.

2. Le Titulaire s'engage à informer la CCI dans les meilleurs délais (et au plus tard dans un délai de 48 (quarante-huit) heures après déclaration de la violation auprès de la CNIL dès lors qu'il prend connaissance d'une Violation des Données à caractère personnel en ce qui concerne l'exécution du Marché.

V. Délégué à la Protection des Données à caractère personnel (DPO)

Le Titulaire s'engage à communiquer à la CCI dès la signature du Marché, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en désigne un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions ; et à défaut le contact sera considéré comme le représentant légal du titulaire.

Pour la CCI, le DPO peut être contacté à l'adresse-mail suivante : dpo@paysdelaloire.cci.fr

9.3 Sécurité des flux réseaux

L'outil informatique proposé pour le suivi des contrats devra être accessible depuis les accès internet sécurisé des sites du pouvoir adjudicateur. On citera notamment les composants tels que des firewalls et proxy.

Pour sécuriser les échanges de données entre le site internet du titulaire et le pouvoir adjudicateur, le dispositif proposé devra implémenter le protocole HTTPS.

10. Dérogations au CCAG-FCS

Le Cahier des Clauses Administratives générales de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 - publié au JO du 1er avril 2021), dans sa version en vigueur à la signature du présent accord-cadre.

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

L'article 6 déroge aux articles 20, 21 et 27.1 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

L'article 10 déroge à l'article 42 du C.C.A.G Fournitures Courantes et Services

L'article 12.2 déroge à l'article 5.2.3 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services.